

Agriculture biologique : la solution n'est pas dans la Tech' mais dans un réel soutien aux paysan·nes



Agriculture biologique : la solution n'est pas dans la Tech' mais dans un réel soutien aux paysan·nes

Communiqué de la Confédération paysanne nationale:

Alors qu'une crise sans précédent touche toutes les productions en agriculture biologique, le Ministre de l'agriculture se rend au salon Tech&Bio, organisé à Bourg-lès-Valence dans la Drôme les 20 et 21 septembre.

Le petit refrain de la « bio trop chère » pour les Français·es, accompagné des couplets sur l'aide alimentaire et le panier inflation, sont des attaques frontales aux pratiques agricoles qui protègent l'eau, les sols et l'alimentation.

Cela ne dérange, visiblement pas le Gouvernement de faire payer les externalités négatives de l'agro-industrie aux citoyen·nes.

Par exemple, le coût de dépollution de l'eau lié à l'agriculture conventionnelle s'élève à plus milliard d'euros par an.

Plus que jamais, s'affranchir des pesticides de synthèse avec un accompagnement des politiques publiques est une nécessité.

Des politiques publiques structurelles qui permettent aux paysan·nes de travailler en agriculture biologique, de tirer un revenu de leur activité, en offrant une alimentation de qualité pour tous et toutes, est donc un impératif.

Nous ne pouvons plus faire l'impasse sur un soutien massif à l'agriculture biologique.

Au lieu de cela, le Gouvernement a choisi d'abandonner les aides au maintien en bio dans la PAC, de laisser se dégrader les marchés issus de cette agriculture, et d'assurer la pérennité de l'agro-industrie dans un contexte inflationniste dommageable pour l'ensemble de la société. Cette décision pèse et pèsera encore.

On assiste déjà à des arrêts de certifications, à la cessation de nombreuses entreprises et, in fine, au retour des pesticides dans des zones qui pourtant avaient réussi leur transition.

Dans ce contexte, la Confédération paysanne demande que l'agriculture biologique soit reconnue pour ses externalités positives (maintien de la biodiversité, bien-être animal, qualité des cours d'eau, santé préservée...).

Pour ce faire, la Confédération paysanne défend :

- L'agriculture bio paysanne
- Une aide conjoncturelle de 15 000 € par ferme
- Le retour d'une aide européenne aux producteurs·trices déjà engagé·es en bio, telle qu'elle existait avant 2017 et qui existe encore dans de nombreux pays.
- L'application immédiate de la loi Egalim et des 20 % de produits bio en restauration collective
- La transparence des marges et la suppression des sur-marges sur les opérateurs de toute la filière.
- Des politiques publiques structurelles pour réguler le marché et la transparence sur les indicateurs et les chiffres de la bio.

Nous demandons aussi à la France de s'opposer fermement à la proposition de règlement de la Commission européenne visant à déréguler les nouveaux OGM.

C'est la seule façon d'avoir l'assurance de pouvoir continuer à exercer en agriculture bio paysanne.

Non M. le Ministre la tech n'est pas la solution : au contraire, elle endette et crée de nouvelles dépendances, ce qui justement fait disparaître les paysan·nes.